

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BNP PARIBAS NOUVELLE CALEDONIE

Société anonyme au capital de 28 000 000 €.
Siège social : 20, boulevard des Italiens, 75009 Paris.
304 993 868 R.C.S. Paris.

Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2017

I. – Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'Euros)

Notes	En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2015	31/12/2016
2-4-5	Opérations interbancaires et assimilées	185 377	159 499
	Caisse, Banques Centrales	74 971	78 912
	Effets publics et valeurs assimilées	0	0
	Créances sur les établissements de crédit	110 406	80 587
	- Comptes ordinaires	100 425	74 955
	- Comptes et prêts	9 981	5 632
	- Opération de pensions	0	0
3-4-5	Opérations avec la clientèle	691 666	676 143
	Créances saines sur la clientèle	682 692	667 746
	- Créances commerciales	1 514	726
	- Comptes débiteurs	53 361	26 169
	- Autres crédits	627 817	640 851
	Créances douteuses et douteuses-compromises	8 974	8 397
6	Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
6	Actions et autres titres à revenu variable	0	0
6	Participations et autres titres détenus à long terme	270	599
6	Parts dans les entreprises liées	1 166	1 166
7	Immobilisations incorporelles	426	325
7	Immobilisations corporelles	4 392	4 532
8	Autres actifs	2 176	1 679
8	Comptes de régularisation	13 907	12 330
	Total de l'actif	899 380	856 272

Notes	Hors bilan En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2015	31/12/2016
14	Engagements de financement donnés	36 355	24 709
14	Engagements de garantie donnés	120 323	108 603

Notes	En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2015	31/12/2016
		Avant affectation du résultat	
9	Opérations interbancaires et assimilées	146 383	157 695
	Banques Centrales	0	0
	Dettes envers les établissements de crédit	146 383	157 695
	- Comptes à vue	14 260	24 996
	- Comptes et emprunts à terme	117 468	118 704
	- Opérations de pension	14 655	13 995
10	Comptes créditeurs de la clientèle	691 820	643 340

	Comptes à vue	458 810	422 434
	Comptes à terme	24 603	18 875
	Comptes d'épargne à régime spécial	207 858	201 740
	Autres sommes dues	549	291
10	Dettes représentées par un titre	0	0
	Bons de caisse	0	0
	Autres Dettes Représentées par un titre	0	0
11	Autres passifs	5 174	3 387
11	Comptes de régularisation	10 293	7 347
12	Provisions	5 503	6 862
	Dettes subordonnées	0	0
	Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
13	Capitaux propres hors FRBG	40 207	37 641
	- Capital souscrit	28 000	28 000
	- Réserves	2 800	2 800
	- Primes d'émission	0	0
12&13	- Provisions réglementées et subventions d'investissement	162	204
	- Report à nouveau	566	1 102
	- Résultat de l'exercice	8 679	5 535
	Total du passif	899 380	856 272

Notes	Hors bilan	31/12/2015	31/12/2016
	En milliers d'euros au 31 décembre		
14	Engagements de financement reçus	0	0
14	Engagements de garantie reçus	472 634	484 589

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2016

Charges		Produits		Compte de résultat social au 31 décembre (en milliers d'euros)	Net		Note
2015	2016	2015	2016		2015	2016	
				Produits - charges d'exploitation bancaire			
- 4 078	- 2 915	29 726	27 765	Intérêts et produits - charges assimilés	25 648	24 850	
- 2 014	- 1 634	520	325	- Opérations avec les établissements de crédit	- 1 494	- 1 309	16
- 2 064	- 1 281	29 206	27 440	- Opérations avec la clientèle	27 142	26 159	17
0	0	0	0	- Opérations de crédit-bail et assimilés	0	0	
0	0	0	0	- Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre	0	0	
0	0	0	0	- Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	
		505	348	Revenus des titres à revenu variable	505	348	
		505	348	- Dividendes et produits assimilés	505	348	18
		14 397	12 457	Commissions : produits	14 397	12 457	16-17
- 77	- 93			Commissions : charges	- 77	- 93	16-17
- 31	- 9	1 512	1 173	Gains - pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1 480	1 164	
0	0	0	0	- Titres de transaction			
- 31	- 9	1 512	1 173	- Opérations de change	1 480	1 164	15
0	0	0	0	- Instruments financiers	0	0	15
0	0	0	0	Gains - pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0	
0	0	0	0	- Titres de placement	0	0	
0	0	0	0	- Titres de l'activité de portefeuille	0	0	
		1 942	1 920	Autres produits d'exploitation bancaire et assimilés	1 942	1 920	15

- 75	- 230			<i>Autres charges d'exploitation bancaire et assimilées</i>	- 75	- 230	15
- 4 261	- 3 247	48 081	43 662	Produit net bancaire	43 820	40 415	15
- 24 334	- 24 449			Charges générales d'exploitation	- 24 334	- 24 449	
- 12 806	- 13 371			- Frais de personnel	- 12 806	- 13 371	20
- 11 528	- 11 078			- Autres frais administratifs	- 11 528	- 11 078	
- 1 024	- 1 030			Dot. aux amort. et aux dépréciations s / immob. incorporelles et corporelles	- 1 024	- 1 030	7
- 29 619	- 28 726	48 081	43 662	Résultat brut d'exploitation	18 462	14 936	
- 1 697	- 1 269	872	1 534	Coût du Risque	- 825	265	4
- 31 316	- 29 995	48 953	45 196	Résultat d'exploitation	17 637	15 201	
- 2	0	104	204	Gains et pertes sur actif immobilisés	103	204	19
- 31 317	- 29 995	49 057	45 400	Résultat courant avant impôt	17 740	15 405	
0	0	0	0	Résultat exceptionnel	0	0	21
- 9 816	- 9 829	0	0	Impôts sur les bénéfices	- 9 816	- 9 829	22
- 52	- 82	806	39	Dotations /reprises FRGB et provisions réglementées	755	- 43	12
- 41 185	- 39 906	49 864	45 439	Résultat net	8 679	5 534	

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide d'affecter le résultat de la manière suivante :

Bénéfice net de l'exercice	5 535 007,46
Réserve extraordinaire	0,00
Report à nouveau	1 102 366,57
Total	6 637 374,03
Dotations à la réserve	0,00
Dividende	5 862 500,00
Report à nouveau	774 874,03
Total	6 637 374,03

Le dividende d'un montant de 5 862 500 euros correspond à une distribution de 3,35 euros (arrondi) par action au nominal de 16 euros.

Le dividende de l'exercice 2016 sera mis en paiement à compter du 11 mai 2017.

Le dividende proposé est éligible à l'abattement qui résulte de l'article 158-3-2° du Code Général des impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi n°65-566 du 12 juillet 1965, il est rappelé que les sommes distribuées au titre des trois derniers exercices s'élevaient à :

Exercice	Nominal de l'action	Nombre d'actions	Dividende net par action	Montant de la distribution éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3-2° du CGI
2013	16,00	1 750 000	4,87	8 522 500,00
2014	16,00	1 750 000	4,90	8 575 000,00
2015	16,00	1 750 000	4,65	8 143 000,00

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

IV. — Annexes

Note n° 1 : Principes comptables et de présentation des états financiers de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie

— Activité

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est un établissement de crédit agréé par le Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement. Elle est détenue à 100 % par le groupe BNP Paribas. Son siège est situé à Paris et elle opère son activité de banque de détail en Nouvelle-Calédonie.

— Principes généraux

Les états financiers sont établis conformément aux principes comptables applicables en France aux établissements de crédit et aux dispositions du règlement CRC n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC)

Les comptes sont établis et présentés en milliers d'euros.

— **Changement de méthode**

Il n'y a pas de changement de méthode comptable applicable à BNP Paribas Nouvelle-Calédonie réalisé au cours de l'exercice ayant un impact sur la comparabilité des comptes. Les règles de présentation des comptes sont similaires à celles pratiquées lors de l'exercice précédent.

— **Faits marquant de l'exercice**

Néant

— **Situation de liquidité de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie**

Les accords de refinancement avec le groupe BNP Paribas dans le cadre de la gestion actif-passif permettent à BNP Paribas Nouvelle-Calédonie de respecter les ratios réglementaires de liquidité.

— **Principes comptables**

– **Créances sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie applique le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit du groupe BNP Paribas. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois ou plus de six mois en matière immobilière ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Ces garanties sont notamment constituées de garanties hypothécaires et nantissements obtenus par la banque pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration, conclue à des conditions hors marché, d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprise au résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance. Lorsque tous les recours par voie judiciaire et amiable ont été épuisés et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées sous la rubrique « *Coût du risque* ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts » tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

– **Contrats d'épargne et de prêts réglementés**

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas Nouvelle - Calédonie qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimum attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne.

Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

Au regard du niveau non significatif des encours d'épargne logement, il n'a pas été identifié en date de clôture de situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, entraînant une absence de provisionnement à ce sujet.

– Titres
Le terme « Titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement CRC n° 2014-07 de l'ANC, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la provision relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « *Coût du risque* ».

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie ne comptabilise à son bilan que des autres titres détenus à long terme ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

– *Autres titres détenus à long terme*
Les « *Autres titres détenus à long terme* » sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Nouvelle-Calédonie entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique « *Gains ou pertes sur actifs immobilisés* » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

– *Titres de participation et parts dans les entreprises liées*
Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Nouvelle-Calédonie dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est supérieur ou égal à 10 %.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenues dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Nouvelle-Calédonie dispose d'un contrôle exclusif, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le Groupe.

Les titres détenus dans ces catégories sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition.

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice pour déterminer individuellement leur valeur d'utilité, sur la base notamment de la quote-part de la situation nette comptable de la société dont ils relèvent.

L'appréciation de la valeur économique des sociétés entre aussi en considération pour la constatation de dépréciations éventuelles. Les moins-values latentes, calculées valeur par valeur, pouvant résulter de cette évaluation, donnent lieu, le cas échéant, à une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « *Gains ou pertes sur actifs immobilisés* » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique « *Revenus des titres à revenu variable* ».

– **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition augmentée des coûts directement attribuables d'installation ou d'adaptation (logiciels).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation.

La durée de vie estimée est de 20 ans pour les immeubles, de 4 ans pour le matériel roulant, 4 ans pour les logiciels informatiques, les autres immobilisations varient entre 5 et 10 ans et le matériel informatique sur 5 ans.

La durée d'amortissement retenue pour les logiciels d'infrastructure est de 8 ans (V400 par exemple).

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « *Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles* » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an. Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « *Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles* » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « *Gains ou pertes sur actifs immobilisés* ».

– **Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

– **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

– **Fonds pour risques bancaires généraux**

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie constitue des fonds pour risques bancaires généraux destinés à la couverture de risques lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires.

Ces fonds font l'objet de dotations ou de reprises identifiées au compte de résultat sous la rubrique « *Dotation, reprise aux fonds pour risques bancaires généraux* ».

– **Provisions non liées à des opérations bancaires**

BNPP Paribas Nouvelle-Calédonie constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

– **Coût du risque**

La rubrique « *Coût du risque* » comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

– **Instruments de change à terme**

Les contrats de change à terme conditionnels sont évalués au prix de marché, les écarts d'évaluation étant constatés dans le résultat de l'exercice. Il en est de même pour les contrats de change à terme fermes lorsqu'il s'agit d'opérations de transaction. Les contrats initiés dans le cadre d'opérations de couverture sont valorisés au cours du comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les différences d'intérêt relatives aux opérations de change à terme couvertes ou reports-dépôts, sont traitées conformément au principe de spécialisation et rapportées aux résultats sur la durée effective de l'opération couverte.

– *Opérations en devises*

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les gains et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion, sur la base des cours officiels de fin d'exercice, des actifs en devises détenus d'une façon durable sont inscrits dans les comptes d'écart de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs (pour les actifs financés en euros) ou sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants (pour les actifs financés directement en devises).

– *Impôts*

La banque est soumise à l'impôt sur les sociétés en conformité avec la législation fiscale de chaque territoire où elle opère. En Nouvelle-Calédonie, le taux de l'impôt s'élève à 30 %. Il est majoré depuis le 1er janvier 2005 de la contribution sociale additionnelle à l'impôt dont le barème est le suivant :

- 5 % pour la tranche de bénéfices comprise	Entre 200 millions XPF et 300 millions XPF (Soit entre 1 676 K€ et 2 514 K€),
- 10 % pour la tranche de bénéfices comprise	Entre 300 millions XPF et 400 millions XPF (Soit entre 2 514 K€ et 3 352 K€),
- 15 % pour les bénéfices	Supérieurs à 400 millions XPF (Soit 3.352 K€).

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû sur le résultat net de l'établissement stable néo-calédonien est constaté sous cette rubrique sur l'exercice servant de base à sa détermination.

– *Avantages bénéficiant au personnel*

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie sont classés en trois catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, constitués notamment par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, par les primes de fin de carrière.

– *Avantages à court terme*

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

– *Avantages à long terme*

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées, le cas échéant, sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

– *Avantages postérieurs à l'emploi*

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « *Régimes à cotisations définies* », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie ainsi que les régimes de retraite complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « *Régimes à prestations définies* », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Ces avantages sont calculés par le groupe BNP Paribas S.A.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Depuis le 1er janvier 2013, BNP Paribas Nouvelle-Calédonie applique la

recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « *Corridor* » a été abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est donc représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

La provision relative aux indemnités de fin de carrière est calculée par différence entre l'engagement déterminé et la valeur vénale des fonds investis auprès du groupe AXA avec lequel a été conclu un contrat de gestion des indemnités.

– **Enregistrement des produits et charges**

Les produits et charges sont enregistrés selon le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service (notamment les frais de mise en place lors de l'octroi de crédits immobiliers) sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Note n° 2 : Opérations interbancaires et assimilées

En milliers d'euros	31/12/2015			31/12/2016		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
Au 31 Décembre						
Caisse, Banques Centrales	74 971	0	74 971	78 912	0	78 912
- dt intérêts courus	0	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
- dt intérêts courus	0	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de Crédit	110 406	0	110 406	80 587	0	80 587
Comptes ordinaires	100 425		100 425	74 955		74 955
- dt créances sur entreprises liées	83 431		83 431	54 092		54 092
- dt intérêts courus	85		85	59		59
Comptes et prêts	9 981		9 981	5 632		5 632
- dt créances sur entreprises liées	9 806		9 806	5 488		5 488
- dt intérêts courus	175		175	144		144
Opérations de pension	0		0	0		0
- dt intérêts courus	0		0	0		0
- Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	0		0	0		0
Total	185 377	0	185 377	159 499	0	159 499
- dt intérêts courus	260		260	203		203

Note n° 3 : Opérations avec la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2015			31/12/2016		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
Au 31 Décembre						
Crédits sains	682 692	0	682 692	667 746	0	667 746
Créances commerciales	1 514	0	1 514	726	0	726
- dt intérêts courus	5		5	7		7
Sociétés	1 415		1 415	648		648
Entrepreneurs Individuels	94		94	71		71
Particuliers	0		0	0		0
Autres	0		0	0		0
Comptes débiteurs	53 361	0	53 361	26 169	0	26 169
- .dt intérêts courus	-1		-1	-1		-1
Sociétés	51 395		51 395	24 480		24 480
Entrepreneurs Individuels	102		102	107		107

Particuliers	1 849		1 849	1 583		1 583
Autres	16		16	0		0
Autres crédits	627 812	0	627 812	640 851	0	640 851
- dt intérêts courus	1 121		1 121	1 023		1 023
Sociétés	234 535		234 535	244 439		244 439
Entrepreneurs Individuels	3 422		3 422	3 212		3 212
Particuliers	385 572		385 572	389 656		389 656
Autres	3 162		3 162	2 521		2 521
Restructurés	5	0	5	1	0	1
- dt intérêts courus	0		0	0		0
Douteux et Doubteux compromis	19 789	10 815	8 974	19 360	10 963	8 397
Douteux	11 005	5 173	5 832	10 629	5 300	5 329
- dt intérêts courus	0		0	0		0
- dt effets désactualisation	1 498		1 498	1 759		1 759
Douteux compromis	8 784	5 642	3 142	8 731	5 663	3 067
- dt intérêts couru			0			0
Total	702 481	10 815	691 666	687 107	10 963	676 143
- dt intérêts courus	1 125	0	1 125	1 029	0	1 029

Note n° 4 : Provisions sur créances interbancaires et clientèles

En milliers d'Euros Au 31 Décembre	Encours de dépréciations Au 31/12/2015	Dotations aux dépréciations de l'exercice	Reprises sur dépréciations disponible de l'exercice	Utilisations des dépréciations de l'exercice	Encours de dépréciations Au 31/12/2016
		a	b	c	
Provisions inscrites en déduction de l'actif	10 815	1 037	820	69	10 963
<i>Sur Caisse, instituts d'émission et sur concours aux établissements de crédits</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Sur opérations avec la clientèle</i>	<i>10 815</i>	<i>1 037</i>	<i>820</i>	<i>69</i>	<i>10 963</i>
- Encours douteux et douteux compromis Sociétés	7 543	504	597	4	7 446
- Encours douteux et douteux compromis EI	1 126	41	21	7	1 139
- Encours douteux et douteux compromis Particuliers	2 146	492	202	58	2 378
- Encours douteux et douteux compromis Autres	0	0	0	0	0
Provisions inscrites au passif	854	129	638	0	345
<i>Sur engagements par signature</i>	<i>854</i>	<i>129</i>	<i>638</i>	<i>0</i>	<i>345</i>
- Encours douteux et douteux compromis Sociétés	834	129	638	0	325
- Encours douteux et douteux compromis E.I.	20	0	0	0	20
- Encours douteux et douteux compromis Particuliers	0	0	0	0	0
- Encours douteux et douteux compromis Autres	0	0	0	0	0
Provision pour litiges divers	0	0	0	0	0
Total	11 668	1 166	1 458	69	11 308

Coût du risque (En milliers d'euros)	31/12/2015	31/12/2016
Créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	- 17	- 24
Créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	- 159	- 65
Dépréciations sur créances douteuses utilisées	169	69
Abandon de désactualisation	- 10	- 14
Constitution de dépréciations sur créances douteuses	- 1 506	- 1 166
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	587	1 458

Récupération sur créances amorties	111	7
Total	- 825	265

Note n° 5 : Répartition des créances saines par durées résiduelles d'échéances interbancaires et clientèles

En milliers d'Euros Au 31 Décembre	Durée résiduelle inférieure à 3 mois	Durée résiduelle comprise entre 3 mois et 1 an	Durée résiduelle comprise entre 1 et 5 ans	Durée résiduelle supérieure à 5 ans	Total 31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées	158 826	674	0	0	159 499
<i>Caisse, Banques Centrales</i>	<i>78 912</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>78 912</i>
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Créances sur les établissements de crédit (1)</i>	<i>79 914</i>	<i>674</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>80 587</i>
Comptes ordinaires	74 955	0			74 955
Comptes et prêts	4 959	674	0	0	5 632
Opérations de pension	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés					0
Opérations avec la clientèle	50 984	82 907	245 435	288 420	667 746
<i>Créances sur la clientèle</i>	<i>50 984</i>	<i>82 907</i>	<i>245 435</i>	<i>288 420</i>	<i>667 746</i>
Comptes débiteurs	26 170				26 170
Créances commerciales et autres crédits	24 813	82 907	245 435	288 420	641 576
- dt Prêts d'épargne-logement	12	35	215	485	747
Opérations de pension	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0
Restructurés	1	0	0	0	1
<i>Opérations de crédit-bail et opérations assimilées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Total	209 809	83 581	245 435	288 420	827 245

(1) Les créances à vue (sans échéance et remboursables à première demande ou échues) sur les établissements de crédit, s'élèvent au 31 décembre 2016 à 74 955 Keuros contre 100 425 Keuros au 31 décembre 2015.

(2) *Nous n'avons pas de crédit à durée indéterminée sur la clientèle*

Note n° 6 : titres a revenus variables, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros Au 31 décembre	31/12/2015			31/12/2016		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Actions et titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Titres de placement	0	0	0	0	0	0
Parts dans les entreprises liées	1 166	1 166	3 018	1 166	1 166	2 870
Titres de participation et autres titres détenus	270	270	3 489	599	599	3 954
Titres de participation non cotés	270	270	3 489	599	599	3 954
Titres cotés	0	0	0	0	0	0
Total	1 436	1 436	6 507	1 765	1 765	6 824

Note n° 7 : Immobilisations financières, incorporelles et corporelles

En milliers d'Euros Au 31 décembre	Montant brut début 2016	Acquisitions (1)	Cessions (1)	Montant brut fin 2016	Cumul dépréciations début 2016	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations fin 2016	Montant net fin 2016
Parts dans les entreprises liées	1 166	0	0	1 166	0	0	0	0	1 166
Participations et autres titres détenus à long terme	270	329	0	599	0	0	0	0	599
Total des immobilisations financières	1 436	329	0	1 765	0	0	0	0	1 765
Immobilisations Incorporelles	4 741	0	0	4 741	4 351	101	0	4 451	290
Immobilisations En cours	36	0	1	35	0	0	0	0	35

Total des immobilisations incorporelles	4 777	0	1	4 776	4 351	101	0	4 451	325
Terrains	2 438	167	0	2 605	1 697	84	0	1 781	824
Et constructions									
Equipement, mobilier,	15 385	1 358	412	16 331	12 412	846	412	12 846	3 485
Installation									
Immobilisations	678	186	642	222	0	0	0	0	222
En cours									
Total des immobilisations corporelles	18 501	1 711	1 054	19 158	14 110	930	412	14 627	4 532
Total	24 714	2 040	1 055	25 699	18 461	1 031	412	19 078	6 621

(1) Acquisitions, cessions, mouvements provenant des Immobilisations en cours.

Note n° 8 : Comptes de régularisation et autres actifs

En milliers d'Euros Au 31 Décembre	31/12/2015	31/12/2016
Comptes de régularisation - actif	13 907	12 330
Comptes d'encaissement	10 563	10 247
Produits à recevoir	1 027	820
Charges constatées d'avance	301	313
Autres comptes de régularisation débiteurs	2 016	950
Autres actifs	2 176	1 679
Débiteurs divers	2 109	1 679
- Sièges et succursales	0	0
- Autres débiteurs divers	2 109	1 679
Comptes de stocks et autres emplois	67	0
- Autres débiteurs divers	67	0
Instruments conditionnels taux d'intérêt	0	0
Total	16 083	14 009

Note n° 9 : Répartition des dettes interbancaires par durées résiduelles

En milliers d'euros Au 31 décembre	Échéance inférieure à 3 mois	Échéance comprise 3 mois et 1 an	Échéance comprise 1 an et 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2016
Comptes créditeurs interbancaires et assimilées	84 729	63 500	9 466	0	157 695
Banques centrales	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	84 729	63 500	9 466	0	157 695
Comptes ordinaires	24 996	0	0	0	24 996
- dt dettes sur entreprises liées	8 565				8 565
- dt autres sommes dues	10 201				10 201
- dt intérêts courus (2)	26				26
Comptes et emprunts (1)	45 738	63 500	9 466	0	118 704
- dt dettes sur entreprises liées	45 072	63 500	9 466	0	118 038
- dt intérêts courus (2)	666				666
Opérations de pension	13 995	0	0	0	13 995
- Valeurs données en pension ou vendues ferme	13 995				13 995
Total	84 729	63 500	9 466	0	157 695

(1) Les comptes et emprunts enregistrent les opérations effectuées au jour le jour ou à terme, et ne faisant l'objet d'aucun échange de support sous forme d'effet ou de titre.

(2) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n° 10 : Répartition des dettes sur la clientèle, bons de caisse et créances négociables, par durées résiduelles

En milliers d'euros Au 31 décembre	Échéance inférieure à 3 mois	Échéance comprise 3 mois et 1 an	Échéance comprise 1 an et 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2016
Comptes créditeurs	626 404	10 005	4 621	2 310	643 340
<i>Comptes ordinaires</i>	<i>422 434</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>422 434</i>
- dt intérêts courus (1)	3				3
<i>Comptes créditeurs à terme</i>	<i>10 057</i>	<i>8 755</i>	<i>62</i>	<i>0</i>	<i>18 875</i>
- dt intérêts courus (1)	35				35
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	<i>193 622</i>	<i>1 249</i>	<i>4 559</i>	<i>2 310</i>	<i>201 740</i>
- dt intérêts courus (1)	0				0
- dt PEL	2 466	1 249	4 559	2 310	10 584
- dt CEL	508				508
<i>Autres sommes dues</i>	<i>291</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>291</i>
- dt intérêts courus (1)	0				0
<i>Operations de pensions</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
<i>Bons de caisse</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
- dt intérêts courus (1)	0				0
<i>Autres Dettes représentées par un titre</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Total	626 404	10 005	4 621	2 310	643 340
(1) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.					

Note n° 11 : comptes de régularisation et autres passifs

En milliers d'Euros Au 31 Décembre	31/12/2015	31/12/2016
Comptes de régularisation - passif	10 293	7 347
Comptes indisponibles sur opération de recouvrement	28	132
Charges à payer	2 768	2 986
Produits constatés d'avance	2 689	2 901
Provision pour participation et intéressement	443	282
Autres comptes de régularisation créditeurs	4 365	1 046
Autres passifs	5 174	3 387
Créditeurs divers	5 174	3 387
- Sommes dues à l'administration fiscale et organismes paritaires	4 883	3 123
- Rémunération due au personnel	0	0
- Autres créditeurs divers	291	264
Total	15 467	10 734

Note n° 12 : Provisions

En milliers d'Euros Au 31 Décembre	31/12/2015	Dotations	Utilisations	Autres Reprises	31/12/2016
Provisions	5 503	2 328	325	644	6 862
Provision pour risques d'exécution des engagements de signatures	853	129	0	638	344
Provision pour indemnités de départ en retraite	1 603	396	144	0	1 855
Provision pour risques divers / PLAN ISIS	74	74	48	0	100
Provision pour primes de médailles	1 517	153	133	0	1 537
Provisions pour Bonus Base Action	0	0	0	0	0
Provisions PEL/CEL	94	1	0	0	95
Autres provisions	2	192	0	6	188
Provisions pour risque fiscal	1 360	1 383	0	0	2 743
Provisions règlementées	162	80	0	38	204

Provision pour amortissements dérogatoires	162	80	0	38	204
Total	5 665	2 408	325	682	7 066

Note n° 13 : Affectation du résultat et variation des fonds propres

En milliers d'euros Au 31 décembre	31/12/2015	Affectation résultat 2015	Autres variations	31/12/2016	Affectation proposée	Après affectation proposée
Capital (1)	28 000			28 000		28 000
Primes lies au capital						
Prime d'émission						
Prime de fusion						
Réserves	2 800			2 800		2 800
Légale réglementées (PVL + réévaluation)	2 800			2 800		2 800
Libres						
FRBG	0		0	0		0
Provisions réglementées	161		42	204		204
Report à nouveau	567	536	0	1 102	-328	775
Distribution dividende		8 143			5 863	
Résultat	8 679	-8 679	5 535	5 535	-5 535	0
Total	40 207	0	5 577	37 641	0	31 778

(1) Le capital social est composé de 1 750 000 actions de 16 euros chacune

Note n° 14 : Engagements donnés et reçus

En milliers d'Euros Au 31 Décembre	31/12/2015	31/12/2016
Engagements donnés	156 678	133 312
Engagement de financement	36 355	24 709
Engagement de garantie	120 323	108 603
Engagement sur titres	0	0
Engagements reçus	472 634	484 589
Engagement de financement	0	0
Engagement de garantie	472 634	484 589
Engagement sur titres	0	0

Note n° 15 : Produit net bancaire

En milliers d'Euros Au 31 décembre	2015			2016		
	Intérêts et produits (charge)	Com. Et div. Produits (charges)	Total	Com. Et div. Produits (charges)	Total	Total
Operations avec les établissements de crédit	- 1 494	51	- 1 443	- 1 309	40	- 1 269
Operations avec la clientèle	27 142	14 269	41 411	26 160	12 324	38 484
Charges sur dettes représentées par un titre						
- Bons de caisse						
- Titres de créances négociables						
- Titres du marché interbancaire						
Intérêts et produits assimilés sur obligations						
Et autres titres à revenu fixe						
Revenus des titres à revenu variable	505	0	505	348	0	348
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles						

De négociation	1 480	0	1 480	1 164	0	1 164
- Titres de transaction	0	0	0	0	0	0
- Opérations de change	1 480	0	1 480	1 164	0	1 164
- Instruments financiers	0	0	0	0	0	0
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles						
De placement et assimilés						
- Portefeuille-titres de placement						
Total des produits (charges) d'exploit. Bancaire	27 633	14 320	41 953	26 363	12 364	38 727
Autres produits (charges) d'exploit. Bancaire	0	1 867	1 867	0	1 690	1 690
Produit net bancaire	27 633	16 187	43 820	26 363	14 054	40 417

Note n° 16 : Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros Au 31 décembre	Produits (charges) nets	
2015	2016	2015	2016		2015	2016
- 2 014	- 1 634	520	325	Total des intérêts et produits - charges assimilés	- 1 494	- 1 309
- 2 005	- 1 630	520	325	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	- 1 485	- 1 305
- 9	- 4	0	0	Intérêts sur valeurs reçues - données en pension	- 9	- 4
0	0	0	0	Charges sur titres participatifs	0	0
0	0	0	0	Produits - charges sur opérations de hors-bilan	0	0
- 43	- 61	94	101	Total des Commissions	51	40
- 43	- 61	94	101	Commissions sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	51	40
0	0	0	0	Commissions sur opérations Hors Bilan	0	0
- 2 057	- 1 695	614	426	Total	- 1 443	- 1 269

Note n° 17 : Produits et charges sur opérations avec la clientèle

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros Au 31 décembre	Net des Produits et Charges d'exploitation	
2015	2016	2015	2016		2015	2016
- 2 064	- 1 346	29 206	27 506	Total des intérêts et produits (charges) assimilés	27 142	26 160
- 2 064	- 1 346	29 206	27 506	Intérêts : produits sur créances et charges sur comptes créditeurs de la clientèle	27 142	26 160
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
- 34	- 31	14 303	12 355	Total des commissions et produits (charges) assimilés	14 269	12 324
0	0	6 385	5 648	Commissions/ opérations avec la clientèle	6 385	5 648
0	0	450	0	Commissions/ opérations sur titres	450	0
0	0	191	120	Commissions/ opérations de change	191	120
- 34	- 31	6 601	6 027	Commissions/ prestations de services financiers	6 567	5 996
0	0	3 118	3 028	- dont commissions sur moyens de paiement	3 118	3 028
0	0	0	0	- dont commissions sur swaps de taux d'intérêts	0	0
0	0	676	560	Commissions sur opérations de hors-bilan	676	560
0	0	32	30	- sur les engagements de financement	32	30
0	0	644	530	- sur les engagements de garantie	644	530

0	0	0	0	Autres commissions et produits divers	0	0
- 2 098	- 1 377	43 509	39 861	Total	41 411	38 484

Note n° 18 : Produits des participations et autres titres à long terme

En milliers d'euros Au 31 décembre	2015	2016
Revenus sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
<i>Titres de placement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Titres d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Revenus des portefeuilles-titres à revenu variable :	505	348
<i>Titres de participation + autres titres détenus à long terme</i>	<i>505</i>	<i>348</i>
Gains (pertes) sur opérations financières liées aux portefeuilles-titres	0	0
<i>Gains (pertes) sur titres de placement à revenu fixe</i>		
Résultats réalisés sur cessions	0	0
- Plus-values	0	0
- Moins-values	0	0
Reprise (Dotation) nette aux provisions pour dépréciation	0	0
- Dotation aux provisions pour dépréciation	0	0
- Reprise de provisions pour dépréciation	0	0
<i>Gains (pertes) sur titres de transaction</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Total	505	348

Note n° 19 : Plus ou moins-values sur immobilisations

En milliers d'euros Au 31 décembre	2015	2016
Plus ou moins-values sur immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	103	204
PV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	105	204
MV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	- 2	0
Résultats de cession & provisions sur immobilisations financières	0	0
<i>Plus-values (moins-values) de cession sur immobilisations financières</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
- Participations et parts dans les entreprises liées non consolidées		
- Autres titres détenus à long terme	0	0
<i>Reprises (Dotations) de provisions pour dépréciation Immob. financières</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
- Titres d'investissements (issus d'un reclassement)	0	0
- Participations et parts dans les entreprises liées non consolidées	0	0
- Autres titres détenus à long terme	0	0
Total	103	204

Note n° 20 : Frais de personnel

En milliers d'Euros Au 31 décembre	2015	2016
Salaires et traitements	- 9 214	- 9 221
Autres charges	- 3 123	- 3 857
Indemnités de départ à la retraite et charges de retraites	- 2 903	- 3 489
Dotations et reprises pour autres engagements sociaux	128	- 20
Autres charges sociales	- 348	- 348
Intéressement et participation des salaires	- 443	- 282
Participation des salariés	0	0
Intéressement des salariés	- 443	- 282
Impôts, taxes et verst. Assimilés sur rémunérations	- 26	- 11
Total	- 12 806	- 13 371

Note n° 21 : Produits et charges exceptionnels

En milliers d'euros Au 31 décembre	2015	2016
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Total	0	0

Note n° 22 : Impôts

En milliers d'Euros Au 31 décembre	2015	2016
Charge des impôts courants de l'exercice	- 8 461	- 7 739
Charge des impôts courants de l'exercice A-1	4	- 707
Provisions pour risque fiscal	- 1 359	- 1 383
Charge nette d'impôts	- 9 816	- 9 829

Note n° 23 : Produits et charges sur opérations avec les entreprises liées

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'Euros Au 31 décembre	Solde	
2015	2016	2015	2016		2015	2016
- 1 859	- 1 474	365	191	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	- 1 494	- 1 283
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
0	0	0	0	Charges et produits sur empr. Ou prêts subordonnés remboursables	0	0
0	0	0	0	Charges sur titres sub. A durée indéterminée et titres participatifs.	0	0
0	0	0	0	Produits (charges) sur opérations de hors bilan	0	0
- 1 859	- 1 474	365	191	Total des intérêts et produits (charges) assimilés (1)	- 1 494	- 1 283
0	0	0	0	Com. Sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	0	0
0	0	0	0	Commissions sur opérations sur titres	0	0
0	0	0	0	Commissions sur opérations de change	0	0
0	0	0	0	Commissions sur opérations de hors-bilan	0	0
- 4	- 19	2 840	2 342	Commissions et produits (charges) divers	2 836	2 323
- 4	- 19	2 840	2 342	Total des commissions et divers produits (charges) (2)	2 836	2 323
- 1 863	- 1 493	3 205	2 533	Total des produits (charges) sur opérations avec les entreprises liées	1 342	1 040

(1) Dont Intérêts sur opérations avec :

BNP Paribas (Charges : 1 474 / produits : 191)

(2) Dont Commissions sur opérations avec :

BNP Paribas (Charges : 19 / produits : 13)

BNPP Asset Management (Charges : 0 / produits : 149)

Cardif Assurance Vie (Charges : 0 / produits : 2 180)

Note n° 24 : Autres informations

I - Rémunération des organes de Direction

L'information globale des rémunérations des membres des organes d'administration et de direction porterait préjudice à certains d'entre eux, et n'est par conséquent pas mentionné dans l'annexe des comptes annuels, comme le prévoit le décret n°94-663 du 02 août 1994.

II - L'effectif moyen se décompose de la façon suivante

	2015	2016
Effectif Moyen	177	171
- dont cadres	23	25
- dont techniciens & employés	154	146

III - Appartenance au groupe BNP Paribas :

Les comptes de BNP Paribas Nouvelle Calédonie sont inclus dans les comptes consolidés établis par BNP Paribas SA SIRET 662 042 4490 0014

Renseignements concernant les filiales et participations (art. 247 et 295 du décret du 23 mars 1967)

Filiales et Participations (En milliers d'euros)	N° Siren	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote part de capital détenue	Valeur Comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffres d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net ou perte() du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				(En %)	Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés											
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)											
Banque de Wallis et Futuna	91 B 210	3 813	1 816	50,99	1 166	1 166	0	0	2 358	427	242
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)											
Caledonienne de Services Bancaires CSB	300137.001	872	7 798	15,38	134	134	0	0	13 807	1 993	106
B. Renseignements globaux concernant les Autres filiales ou participations :											
1. Filiales non reprises au paragraphe A											
a) Filiales françaises (ensemble) Néant											
b) Filiales étrangères (ensemble) Néant											
2. Participations non reprises au paragraphe A											
a) Dans des sociétés françaises (ensemble) Néant											
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble) Néant											

Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices

Nature des indications	2012	2013	2014	2015	2016
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000
Nombre d'actions émises	1 750 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	49 192 765	48 996 068	48 941 553	48 079 668	43 295 656
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	17 648 944	19 435 855	20 228 422	19 022 198	16 561 955
Impôts sur les bénéfices	7 587 935	8 119 711	8 811 075	8 456 706	8 446 476
Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux dépréciations et provisions	8 107 547	8 692 820	9 131 604	8 678 954	5 535 009
Montants des bénéfices distribués	8 120 000	8 522 500	8 575 000	8 143 000	5 862 500
Résultat des opérations réduits à une seule action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux dépréciations et provisions	5,75	6,47	6,52	6,04	4,64

Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	4,63	4,97	5,22	4,96	3,16
Dividende versé à chaque action	4,64	4,87	4,90	4,65	3,35
Personnel					
Nombre de salariés au 31 Décembre	174	173	170	177	168
Montant de la masse salariale	8 964 752	9 153 679	9 431 330	9 656 787	9 620 104
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Œuvres sociales, etc....)	3 173 710	2 867 492	3 706 085	3 096 618	3 510 111

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BNP Paribas Nouvelle Calédonie, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le provisionnement des risques de crédit et de contrepartie constitue un domaine d'estimation comptable significatif dans toute activité bancaire. Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 1 de l'annexe paragraphe « Créances sur les établissements de crédits et de clientèle », note 3 et note 4). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly sur Seine et Courbevoie, le 20 avril 2017

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Sylvie BOURGUIGNON

Mazars
Matthew BROWN

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion peut être consulté dans les locaux de BNP Paribas – 34, avenue de l'Opéra – 75002 Paris.